

Covid-19 : Le Malawi dénonce «une afrophobie» sur le variant Omicron

Page 5

VERSION

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du mercredi 01 décembre 2021

7 jrs/7

N°1796 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

Chine-Afrique



- Xi Jinping promet un milliard de doses de vaccins anti Covid Page 7

- Dakar invite Pékin à soutenir la lutte contre le terrorisme au Sahel Page 16

Mali: l'imam Dicko met en garde la junte militaire au pouvoir

Page 11





Israël va accueillir 3000 immigrés Ethiopiens

Page 9



Le cyclisme féminin à l'honneur au Burundi

Page 15

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

RWANDA

Le parc national de l'Akagera accueille 30 rhinocéros blancs venus de l'Afrique du Sud

Le rhinocéros blanc du Sud, l'une des deux sous-espèces de rhinocéros blanc, est menacé de disparition avec environ 20 000 individus, selon le Fonds mondial pour la nature (WWF). Il est classé comme quasi-menacé par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).



L'opération a coûté environ 1 million de dollars et impliqué 80 personnes, dont des vétérinaires et des spécialistes du transport d'animaux sauvages



Selon l'Union internationale pour la conservation de la nature, il reste environ 5 000 rhinocéros noirs à l'état sauvage, ce qui les place parmi les animaux les plus menacés du monde.

Trente rhinocéros blancs menacés d'extinction sont arrivés lundi au Rwanda après un long voyage depuis l'Afrique du Sud à bord d'un Boeing 747, ont déclaré les défenseurs de l'environnement, saluant ce transfert comme le plus important jamais entrepris pour cette espèce. Les animaux majestueux, qui peuvent peser jusqu'à deux tonnes, ont parcouru quelque 3 400 kilomètres depuis la réserve naturelle privée de Phinda, en Afrique du Sud, dans le cadre d'un programme visant à reconstituer la population de l'espèce, décimée par le braconnage depuis les années 1970.

Les rhinocéros ont entamé leur voyage de 40 heures vers leur nouvelle maison dans le parc national de l'Akagera, dans l'est du Rwanda, après des mois de préparation, a déclaré African Parks, une organisation caritative dirigée par le prince Harry de Grande-Bretagne qui participe à l'opération. «Nous avons dû les tranquilliser pour réduire leur stress, ce qui est en soi risqué, et les surveiller», a déclaré le PDG d'African Parks, Peter Fearnhead, qualifiant le projet de succès.

Le Rwanda, qui se positionne comme une destination de safari Big Five de premier plan, a reçu cinq rhinocéros noirs orientaux en 2019 en provenance de la République tchèque et 17 en

La suite à la page 3

La suite de la page 2

provenance d'Afrique du Sud en 2017. Pas un seul rhinocéros noir oriental n'a été braconné dans le parc de l'Akagera depuis leur réintroduction en 2017, selon son directeur régional Gruner.

Les transferts d'animaux sauvages ne sont pas sans risques. En 2018, quatre des six rhinocéros noirs relocalisés sont morts quelques mois après leur arrivée au Tchad. Les animaux ont été transportés dans un Boeing 747 affrété et ont été placés dans deux enclos herbeux (chacun de la taille d'un stade de football) après leur arrivée dans le parc. Plus tard, ils seront autorisés à se déplacer dans le vaste parc, ont indiqué les autorités. «Cela leur donnera l›occasion de grandir dans un environnement sûr, loin de l›Afrique du Sud où trois d›entre eux sont tués chaque jour par des braconniers», a déclaré le directeur régional du parc, Jes Gruner.

Les rhinocéros ont peu de prédateurs à l'état sauvage en raison de leur taille mais ont été dévastés par le braconnage pour leurs cornes utilisées dans la médecine traditionnelle chinoise.

Source: Africanews

Fatimata COMPAORE

Environ 300 rebelles bénéficient d'une amnistie générale



La junte militaire au pouvoir dirigé par le général Mahamat Deby veut organiser un dialogue inclusif. Une initiative qui peine à susciter l'adhésion des opposants aux régimes

Au moins 300 rebelles et dissidents politiques condamnés pour "atteinte à l'intégrité de l'Etat" ont bénéficié d'une "amnistie générale", le lundi 29 novembre 2021 au Tchad. Cette démarche de la junte au pouvoir répond aux conditions préalables exigées par l'opposition, le mois dernier, pour sa participation au dialogue inclusif.

Pour les tchadiens, c'est un geste politique qui permettra au pays de tendre vers la réconciliation, suite à de nombreuses crises sociales et sécuritaires qui ont secoué le pays.

Pour Abderamane Koulamallah, le porte-parole du gouvernement, cette amnistie générale est un signe d'ouverture des autorités. « C'est un fait historique dans notre pays qui permet à un gouvernement qui a été attaqué dans ses institutions de faire table rase de ces atteintes graves à l'ordre constitutionnel. Il ne faut pas le négliger. Et ces atteintes sont d'autant plus graves que l'acte posé est un acte

La suite à la page 5

ANNONCE



PROGRAMME:

Niveau 1
Du 06 au 10 décembre 2021

Niveau 2
Du 17 au 21 janvier 2022

Niveau 3
Du 07 au 11 février 2022

Niveau 4
Du 14 au 18 mars 2022

TARIFS

~~500.000 FCFA~~
200.000 FCFA
~~762.3 €~~
305 €
~~881.6 $~~
352,6 $

Lieu : EN LIGNE

WEBINAIRE

CONTACTS :

otc@otc-mail.com

BF/ +226 77 20 00 26
CAM/ +237 670 001 001
CI/ +225 07 49 804 050
ML/ +223 70 04 66 04
TG/ +228 91 70 70 64
TCD/ +235 95 95 87 88

La suite de la page 3

salutaire qui permet aux groupes armés d'avoir tous les arguments possibles pour participer à ce dialogue. »

Les personnes amnistiées «sont nominativement citées et les chefs rebelles ne sont pas présents parce qu'ils ont déjà été amnistiés en 2018. Cette mesure concerne les prisonniers et d'autres organisations rebelles qui ont été arrêtés puis condamnés après le 31 mai 2018», a-t-il ajouté.

« Ça permet, ça rassure les rebelles, les groupes politico-militaires, je veux dire, parce que sans cette amnistie, ils vont se sentir en insécurité, donc c'est un acte qui peut rassurer ces politico-militaires et aussi aider l'État dans son objectif, sa mission de vouloir réunir tous les fils et filles du pays sur la même table pour un dialogue inclusif.», a déclaré Agassiz Baroum, un sociologue tchadien.

«Si elle se confirme et se matérialise dans les faits, cette amnistie serait une avancée majeure, entre autres, vers le dialogue, la réconciliation et la paix tels que voulus par l'ensemble des Tchadiennes et des Tchadiens», a déclaré Kingabé Ogouzeimi de Tapol, porte-parole du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad.

Source: Africanews

Lucien DAKISSAGA

Covid-19 : Le président malawite dénonce «une afrophobie» sur le variant Omicron



Même si Lazarus Chakwera, se dit «inquiet» au sujet du nouveau variant de la Covid-19, il a remercié les chercheurs sud-africains qui l'ont identifié

Après l'annonce de la détection du variant Omicron, de nombreux pays occidentaux ont imposé à l'Afrique australe, des restrictions de voyage. Pour le président du Malawi, Lazarus Chakwera, cela relève de «l'afrophobie», selon Africanews.

"*Les restrictions de voyage imposées à l'Afrique australe par de nombreux pays occidentaux après l'annonce de la détection du Omicron relèvent de l'afrophobie*», a dénoncé, dimanche dernier, le président du Malawi, cité par Africanews. "Les restrictions unilatérales de voyage imposées aux pays de la SADC par la Grande-Bretagne, l'Union européenne, les Etats-Unis, l'Australie et d'autres n'ont pas lieu d'être», a affirmé Lazarus Chakwera, qui assure actuellement la présidence

La suite à la page 6

MALAWI

La suite de la page 5



L'OMS a appelé, par ailleurs, dimanche dernier, à ce que «les frontières restent ouvertes», se tenant «aux côtés des pays africains»

tournante de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Pour lui, «les décisions concernant le Covid doivent s'appuyer sur des faits scientifiques, pas sur de l'afrophobie».

Les restrictions de voyages sont dépourvues de *"justification scientifique"*

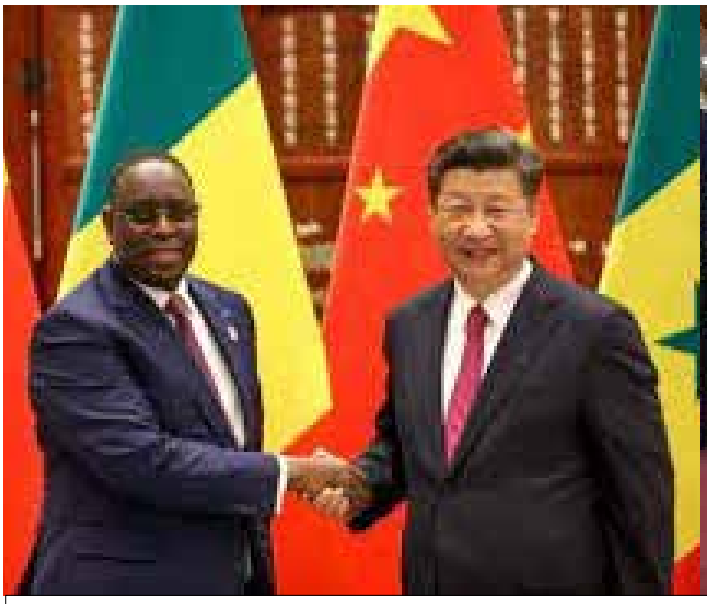
Dans une allocution télévisée, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa a appelé dimanche dernier, les pays ayant imposé des restrictions de voyage à leur «*levée immédiate et urgente*». Les jugeant dépourvues de «*justification scientifique*» alors que ce sont les scientifiques sud-africains qui ont découvert et alerté en toute transparence, au sujet du variant Omicron. Selon notre source, lors d'un point-presse au Botswana en fin de journée, le ministre des Affaires étrangères Lemogang Kwape, sans citer l'Angola qui annoncé une suspension des liaisons aériennes avec ses voisins, a plaidé dimanche dernier, pour la «*solidarité régionale*". «*Nous ne voulons pas géopolitiser ce virus*», a-t-il affirmé.

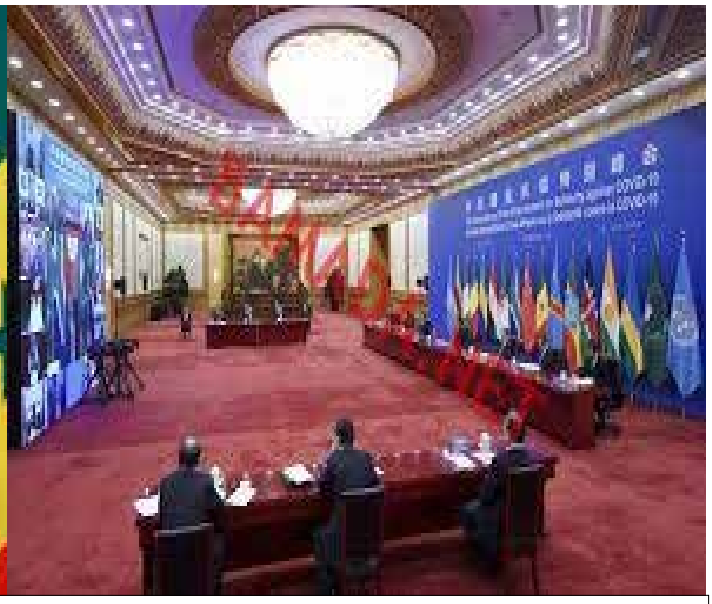
Notons que Le nouveau variant a été classé «préoccupant» par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), qui a pourtant déconseillé les restrictions sur les voyages, estimant qu'il faudra «plusieurs semaines» pour comprendre sa virulence. L'OMS a appelé, par ailleurs, dimanche dernier, à ce que «*les frontières restent ouvertes*», se tenant «*aux côtés des pays africains*». Pour rappel, après l'annonce, jeudi 25 novembre 2021, par des chercheurs sud-africains sur la détection du nouveau variant, de nombreux pays ont très vite annoncé des restrictions drastiques de voyage pour isoler l'Afrique du Sud et d'autres pays du continent. En Afrique australe, l'Angola est le seul pays à annoncer la suspension des liaisons aériennes avec la plupart de ses voisins.

Leylatou TIENDREBEOGO

CHINE-AFRIQUE

Sommet Chine-Afrique : Le Sénégal invite Pékin à soutenir la lutte contre le terrorisme au Sahel





Le commerce et la sécurité ont été au programme du sommet Chine-Afrique qui s'est ouvert dimanche 28 novembre à Dakar, au Sénégal

Le 8ème sommet Chine-Afrique s'est tenu, du 28 au 30 novembre 2021, à Dakar, au Sénégal. Ce fut l'occasion pour la ministre sénégalaise des Affaires étrangères, Aissata Tall Sall, de lancer un appel à Pékin, pour soutenir la lutte contre le terrorisme au Sahel, a indiqué plusieurs sources concordantes.



La Chine serait « une voix forte » dans le combat contre le terrorisme dans la région du Sahel, a déclaré Aissata Tall Sall

La ministre sénégalaise des Affaires étrangères Aissata Tall Sall a dit espérer, dimanche 28 novembre 2021, à l'ouverture du sommet Chine-Afrique à Dakar, que la Chine apporte son soutien dans la lutte contre l'insécurité au Sahel, où plusieurs pays sont déstabilisés par les activités des groupes djihadistes.

S'exprimant à l'issue d'une rencontre avec son homologue chinois Wang Yi, Aissata Tall Sall, citée par Le Monde, a dit espérer que la Chine serait « *une voix forte* » dans le combat contre le terrorisme dans la région du Sahel. « *Nous voudrions que la voix de la Chine, compte tenu de son influence, soit une voix forte*

La suite à la page 8

La suite de la page 7

pour soutenir le Sénégal et tous les pays engagés dans le problème de l'insécurité au Sahel », a-t-elle ajouté.

Selon France 24, la ministre a souligné que les armées de la région déployées au Sahel, dont le Sénégal fait partie, ont besoin de « *beaucoup plus encore de moyens juridiques pour pouvoir combattre contre les terroristes et contre l'irr*édentisme ». Une grande partie du Sahel, notamment le Mali, le Niger et le Burkina Faso, sont confrontés depuis des années à d'incessantes attaques de groupes jihadistes, malgré la présence des forces française Barkhane et de maintien de la paix de l'ONU.

Un sommet sur fond de rivalité sino-américaine

Ce sommet a eu lieu après une tournée en novembre du secrétaire d'État américain Antony Blinken au Kenya, au Nigeria et au Sénégal, dans un contexte de rivalité croissante entre Pékin et Washington. La Chine est le plus important partenaire commercial du continent africain, les échanges directs s'étant élevés à plus de 200 milliards de dollars en 2019, selon l'ambassade chinoise à Dakar, citée par France 24.

Le président de la République démocratique du Congo Félix Tshisekedi, le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, le président comorien Azali Assoumani et le président sud-africain Cyril Ramaphosa notamment ont participé à ce 8ième sommet Chine-Afrique.

Leylatou TIENDREBEOGO

La justice confirme la dépénalisation de l'homosexualité



Le Botswana fait désormais partie des pays dépénalisant l'homosexualité sur le continent

Lundi 29 novembre 2021, la justice du Botswana a confirmé la dépénalisation de l'homosexualité dans le pays. Cette décision intervient alors que le gouvernement conservateur avait fait recours à la décision de la Haute cour, autorisant les relations homosexuelles.

La Cour d'appel du Botswana, en Afrique australe, a confirmé ce lundi 29 novembre une décision de la Haute Cour qui avait radié en 2019 deux articles du code pénal interdisant les relations homosexuelles. «Ces sections [du code pénal] sont dépassées et ne servent qu'à inciter les agents des forces de l'ordre à devenir des observateurs et des intrus dans l'espace privé des citoyens», a déclaré son président, Ian Kirby, selon le site Têtu. A lui d'ajouter que la criminalisation des activités homosexuelles consensuelles violait les droits constitutionnels des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres non seulement à la vie privée mais aussi à la dignité, à la liberté et à l'égalité.

Ce jugement, salué comme «historique» au niveau

La suite à la page 9

ETHIOPIE

La suite de la page 7



Avant sa dépénalisation, l'homosexualité était passible de jusqu'à sept ans de prison

international, était très attendu sur l'ensemble du continent africain où l'homosexualité reste illégale dans plus de la moitié des pays subsahariens.

Le gouvernement contre la décision de la justice

En octobre dernier, le gouvernement botswanais a fait appel de cette décision, estimant que cette «question politique» devait être tranchée par le Parlement et non par la justice. Avant cette décision de justice, le code pénal botswanais, avait élaboré une constitution sous la domination britannique (l'indépendance du Botswana date de 1966), proscrivait les «pratiques indécentes entre personnes» en public ou en privé, punissables de jusqu'à deux ans de prison, ainsi que «les relations charnelles de toute personne contre nature», passibles de jusqu'à sept ans de prison. Les citoyens botswanais homosexuels ont donc longtemps vécu dans «la peur constante d'être découverts ou arrêtés. «Cela a parfois conduit à la dépression, au comportement suicidaire, à l'alcoolisme ou à la toxicomanie», a regretté le juge Ian Kirby, selon Africanews.

Si quelques rares pays africains dont le Lesotho, le Mozambique et Les Seychelles ont dépénalisé l'homosexualité, l'Afrique du sud est jusqu'à présent le seul pays du continent à autoriser le mariage gay.

Sources: Africanews; Têtu

Line Rose

Israël donne va accueillir 3000 immigrés Éthiopiens

Le gouvernement israélien a approuvé dimanche l'immigration «immédiate» de 3 000 Ethiopiens dont des membres de famille établis en Israël craignaient notamment pour leur vie en raison des violences.

Le gouvernement a donné son feu vert à «l'unanimité» à l'immigration «immédiate» de 3.000 Éthiopiens ayant des parents au premier degré en Israël, a indiqué le bureau du Premier ministre, Naftali Bennett, dans un communiqué, cité par Le Figaro. Cette mesure permettra «d'accueillir des milliers de personnes qui attendaient à Addis Abeba et au Gondar», ville du nord, près du Tigré, s'est félicitée sur Twitter la ministre de l'Immigration, Pnina Tamano-Shata, elle-même native d'Ethiopie. Toutefois, il n'est pas précisé quand commencerait le pont aérien. Le gouvernement israélien a nommé un coordinateur de projet.

La suite à la page 10

ETHIOPIE

La suite de la page 9



Le bureau du Premier ministre israelien, Naftali Bennett, a annoncé que son pays accueillira 3000 Ethiopiens

Regroupement familiale

L'accord pour l'immigration de 3000 Éthiopiens a été possible au nom du regroupement familial. Ces futurs immigrés éthiopiens sont des Falashmoras, une communauté convertie de force au christianisme et qui affirme descendre des juifs Éthiopiens. Les Falashmoras ne bénéficient pas de la loi israélienne sur le retour. Celle-ci permet à tout juif de la diaspora d'immigrer en Israël et d'en devenir automatiquement citoyen, d'où la nécessité pour ces Ethiopiens de passer par des demandes de regroupement familial, a expliqué Africanews.

Séries de manifestation pour l'immigration des éthiopiens en Israël

Mi-novembre, plusieurs centaines de personnes dont la ministre Tamano-Shata, avaient manifesté à Jérusalem pour demander au gouvernement d'accueillir des «juifs éthiopiens en danger» dans leur pays en proie à un conflit civil au Tigré (nord).



Une manifestation de la communauté éthiopienne en Israël pour demander au gouvernement d'accueillir les juifs éthiopiens

La communauté éthiopienne en Israël compte plus de 140 000 personnes. Ces dernières années, ils ont organisé une série de manifestations pour dénoncer le racisme et les discriminations auxquels ils disent être confrontés, et pour exiger que des membres des familles restées en Ethiopie puissent les rejoindre.

Sources: Africanews; Le Figaro

Line Rose

MALI

Situation actuelle : l'imam Dicko met en garde la junte militaire

L'Imam Dicko, l'influent guide spirituel, qui a contribué à la chute du régime d'Ibrahim Boubacar Keïta a mis en garde la junte militaire au pouvoir sur la "gestion actuelle" du pays.



L'imam Mahmoud Dicko a critiqué la gestion du Mali par la junte militaire, car pour lui, "ça ne va pas"



Le Mali est sous le coup de sanctions de la Cédéao depuis le coup d'Etat alors les terroristes opèrent tours au nord du pays

"Ca ne va pas" au Mali, et l'imam Dicko s'en inquiète. Considéré comme la figure de proue des manifestations de 2020 contre le président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) qui ont conduit à son évincement par un putsch, l'imam Dicko s'est prononcé sur la situation qui prévaut au Mali. «Je ne peux pas me taire sur la gestion actuelle du pays, j'ai été acteur du changement, des gens sont morts devant ma porte et devant ma mosquée. Je ne peux pas rester en dehors de la suite», a-t-il déclaré le 28 novembre 2021, lors d'une rare apparition publique dans la capitale Bamako, rapportent plusieurs sources locales. Selon les dires du guide religieux, il a demandé une audience en vain au colonel Assimi Goita, à la tête de la junte. "On ne s'entend pas entre nous, on n'est pas avec le reste du monde. Il faut qu'on se donne la main sinon le pays n'est pas sur la bonne voie. (...) L'isolement actuel du pays ne peut pas continuer», a-t-il ajouté, selon Franceinfo.

Un Mali isolé

Le Mali est sous le coup de sanctions de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), depuis le coup d'Etat. Mais il doit surtout faire face aux critiques de la communauté internationale depuis qu'il a décidé de se tourner vers la Russie dans sa lutte contre le terrorisme, au grand dam de l'Union européenne et de la

La suite à la page 12

AFRIQUE DU SUD

La suite de la page 11

France qui a déployé l'opération Barkhane sur son son sol. Certes les autorités maliennes assurent qu'aucun contrat n'a encore été signé avec la Russie, mais dans le cadre de cette nouvelle collaboration, en octobre, le Mali a reçu la livraison de quatre avions militaires russes. En plus de toutes ces tractations, le pouvoir en place a notifié son incapacité d'organiser les élections en février 2022, après avoir reporté les «Assises nationales» qui devaient se tenir en décembre durant lesquelles la date des élections devait être fixée.

Sur le plan économique, le pays a été également exclu de l'African Growth opportunities Act (AGOA), une loi qui permet aux pays d'Afrique subsaharienne d'exporter vers les Etats-Unis sans droits de douane.

Il faut le rappeler, l'imam Dicko a souligné qu'il n'appelait pas à manifester ni à renverser le pouvoir actuel. En a-t-il d'ailleurs les moyens, dans le contexte actuel du pays?

Sources: Franceinfo; Africanews

Line Rose

Le président sud-africain demande la levée des interdictions de voyager avec Omicron



Le président Rampahosa trouve injustifiées les restrictions de voyage visant son pays

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a appelé dimanche 28 novembre les pays à annuler « de toute urgence » les restrictions de voyage, scientifiquement injustifiées, liées à la découverte d'une nouvelle variante du coronavirus.

Ses déclarations du dimanche sont intervenues alors que la variante surnommée Omicron continue de se propager dans le monde, avec de nouveaux cas identifiés aux Pays-Bas, au Danemark et en Australie. Des dizaines de pays ont mis l'Afrique du Sud et ses voisins sur liste noire depuis que des scientifiques sud-africains ont signalé cette semaine la nouvelle variante. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a désigné Omicron comme une « variante préoccupante » qui est potentiellement plus contagieuse que les variantes précédentes. «Nous appelons tous les pays qui ont imposé des interdictions de voyager à notre pays et à nos pays frères d'Afrique australe à revenir immédiatement et de toute urgence sur leurs décisions», a déclaré, à News 24, le président Ramaphosa. «L'interdiction de voyager n'est pas fondée sur la

La suite à la page 13

SOUDAN

La suite de la page 12



Les restrictions de voyage sont «scientifiquement injustifiées», selon le gouvernement

science», a-t-il ajouté.

Pour lui, l'interdiction de voyager fera nuire davantage aux économies des pays touchés et sape leur capacité à répondre à la pandémie et à s'en remettre. «L'interdiction de voyager n'est pas fondée sur la science», a-t-il ajouté. «La seule chose que l'interdiction de voyager fera sera de nuire davantage aux économies des pays touchés et de saper leur capacité à répondre à la pandémie et à s'en remettre», a-t-il ajouté. «Ces restrictions sont injustifiées et discriminatoires, injustement, à l'encontre de notre pays et de nos pays frères d'Afrique australe. «L'immobilisation brutale des vols a effrayé l'industrie touristique vitale de l'Afrique du Sud, les annulations de réservations augmentant directement après l'annonce. Selon l'agence Nation des statistques, le secteur touristique a perdu 10 milliards de dollars de réservations en 2020 en raison d'une baisse du nombre de visiteurs étrangers et on estime qu'il perd environ 10 millions de dollars chaque semaine.

Source: ewn.co.za

K.Fiakofi

Abdalla Hamdok limoge des chefs de police pour violences post-coup d'État

Le Premier ministre Abdalla Hamdok a déclaré samedi 27 novembre qu'il avait remplacé les chefs de la police soudanaise après que plus de 40 personnes ont été tuées lors de la répression des manifestations à la suite du coup d'État militaire .

Samedi, Hamdok a déclaré dans un communiqué qu'il avait limogé le Directeur général de la Police, Khaled Mahdi Ibrahim al-Emam, et son adjoint, Ali Ibrahim. A leur place, il a nommé Anan Hamed Mohamed Omar avec Abdelrahman Nasreddine Abdallah comme adjoint. Ce changement de commandement intervient à la suite du coup d'État militaire. En effet, le 25 octobre, le chef de l'armée, le général Abdel Fattah al-Burhan, a dissous le gouvernement de transition du pays alors que les Forces de

La suite à la page 14

SOUDAN

La suite de la page 13



Le premier ministre, Abdalla Hamdok, a limogé des chefs de la police suite aux violences après le putsch

sécurité arrêtaient des dizaines de politiciens, dont Hamdok, et des militants. Cependant, après une condamnation internationale et des manifestations de masse, il a réintégré le Premier ministre dans un accord du 21 novembre qui a été critiqué par le mouvement pro-démocratie du pays qui protestait contre l'implication de l'armée dans la politique.



Des dizaines de personnes ont été tuées par les Forces de sécurité qui cherchaient à étouffer les manifestations contre le coup d'État.

Selon un décompte des médecins, au moins 42 personnes ont été tuées alors que les Forces de sécurité cherchaient à écraser des semaines de manifestations anti-coup d'État, les manifestations se poursuivant même après la libération de Hamdok et son assignation à résidence et son retour à son poste, la semaine dernière. La police a démenti les informations selon lesquelles elle aurait tiré à balles réelles. En outre, des centaines d'activistes politiques, de journalistes, de manifestants et de passants observant les rassemblements ont été arrêtés ces dernières semaines et sont toujours en détention. Les manifestations de cette semaine se sont opposées à la décision de Hamdok de signer l'accord avec l'armée, certains le jugeant d'une trahison ou affirmant qu'il fournit une couverture politique pour la prise de contrôle. «Malgré le fait que l'accord appelle à rendre des comptes pour la violence, cela pourrait être une mesure prise par le Premier ministre pour apaiser les rues, il n'est pas clair que cela pourrait avoir un impact», a déclaré Hiba Morgan à Al Jazeera.

Source:Nation Africa

K.Fiakofi

BURUNDI

Le cyclisme féminin à l'honneur au pays

Le Burundi accueille le premier Tour Cycliste Féminin International, depuis ce mercredi. Cinq pays ont répondu présents, selon Africanews.

Mis à part le Rwanda, absent à la dernière minute, les cinq présents au Burundi à prendre part à la compétition sont du Kenya, de l'Ouganda, de la Tanzanie et de la République démocratique du Congo (RDC). Une occasion pour les cyclistes femmes de montrer leur capacité. Et malgré leur faible expérience, elles comptent aller plus loin. Annick Kaneza, cycliste Burundaise a d'ailleurs déclaré au micro de Africanews : « Je suis très satisfaite. Cette étape s'est bien terminée. Moi, j'ai commencé à conduire le vélo depuis 2020 quand j'étais en 8ème. Dans les jours à venir, je rêve de continuer jusqu'à atteindre le niveau mondial », a-t-elle laissé entendre. Assistant à la première étape sur une distance de 40,5 km, à Bujumbura, capitale économique, les spectateurs n'ont pas caché leur satisfaction. Ils encouragent les athlètes. « C'est un bon spectacle. Je suis très contente.



Le tour cycliste féminin international s'est annoncé plus ouvert que jamais

Mes filles ont de l'avenir, elles sont là. Je leur souhaite la victoire », confie une spectatrice.

358,5 km de courses à travers les provinces du pays

Les trois premières gagnantes de la première étape sont deux kényanes et une Ougandaise. Une Burundaise occupe la quatrième place. Après cette première étape, les entraîneurs ont vu les points d'amélioration pour espérer remporter cette compétition. Et Prosper Ngenzirabona, entraîneur burundais a fait savoir, selon la même source, ceci : « *Je compte, juste améliorer l'attaque et aussi l'échappée. Parce que c'était au niveau de deux équipes que nous avons formé, mais j'ai vu que l'équipe A est l'équipe qui a bien travaillé, qui a bien joué. Dans ce cas, je vais essayer maintenant de faire le travail en groupes pour que je puisse gagner les tours qui restent* ». A noter que les femmes cyclistes vont faire 358,5 km à travers les provinces du pays.



Selon Circoncilie Nahimana, commissaire en charge du sport féminin au sein du Comité national olympique (CNO), l'accompagnement du cyclisme féminin est du devoir de tout un chacun

Source : Africanews

Pierre Oued.

CHINE-AFRIQUE

Xi Jinping promet un don d'un milliard de doses de vaccins anti Covid

Le sommet Chine-Afrique s'est tenu à Dakar, dans la capitale sénégalaise, du dimanche 28 au mardi 30 novembre 2021. Le président chinois, lors de son discours par visioconférence, s'est engagé à offrir à l'Afrique un milliard de doses de vaccins Covid, alors que le continent peine à acquérir suffisamment de vaccins pour se prémunir contre la maladie.



La Chine est le premier partenaire commercial du continent avec des échanges directs de plus de 200 milliards de dollars en 2019

Débuté à Dakar, le dimanche et ayant pris fin le mardi 30 novembre 2021, le sommet Chine-Afrique a marqué son bien fondé avec une promesse de l'Empire du milieu, faite par la voix de son guide suprême, Xi Jinping. En effet, le leader du parti Communiste a promis à l'Afrique, dans son discours, un don direct de 600 millions de doses de vaccins pour lutter contre la pandémie du Covid-19. Les 400 millions de doses supplémentaires proviendraient d'autres sources, notamment des investissements dans des sites de production sur le continent africain.

«Nous devons continuer à lutter ensemble contre le Covid», a déclaré Xi lors du sommet. «Nous devons donner la priorité à la protection de nos populations et combler le déficit de vaccination».

Cette promesse de la plus grande richesse du monde, avec 120 000 milliards de dollars en 2020, selon le rapport de McKinsey Global Institute, s'inscrit dans le cadre des accords avec les Etats africains accentués sur le commerce et la sécurité.

Elle vient conforter sa position dans les relations qui lient l'Afrique avec les autres puissances mondiales, à l'instar des Etats-Unis, et de la France. D'autant plus que selon son ambassadeur à Dakar, la Chine est le premier partenaire commercial du continent avec des échanges directs de plus de 200 milliards de dollars en 2019.



Depuis le début de la pandémie, la Chine a déjà fait don de plusieurs millions de doses de son vaccins Sinopharm

En rappel, il est à noter que depuis le début de la pandémie en 2019, Pékin a déjà fait don de millions de doses de son vaccin Sinopharm, produit sur place, aux pays africains pauvres .

Source: Africanews, Siècle Digital

Lucien DAKISSAGA

BURKINA FASO

Procès Thomas Sankara
Les témoins Mousbila et Toé chargent l'accusé Palm



Mousbila Sankara (g.) et Fidèle Toé (dr.), tous proches du capitaine Sankara au moment de son assassinat en octobre 1987, ont diversement témoigné contre l'officier de gendarmerie, Jean Pierre Palm

L'audition des témoins dans le cadre du procès de l'assassinat de Thomas Sankara et ses douzes compagnons s'est poursuivi ce 30 novembre 2021 devant le tribunal militaire de Ouagadougou. A la barre ce jour-ci, ont respectivement déposé, Mousbila Sankara, diplomate burkinabè en poste en Libye au moment des faits, et Fidèle Toé, ministre du travail sous la révolution sankariste. Pour des raisons d'éclaircissements, le tribunal a rappelé à la barre l'accusé Jean Pierre Palm, officier de gendarmerie en octobre 1987.

Les dépositions du jour ont débuté par Mousbila Sankara, ambassadeur burkinabè en Libye lors au moment des faits en octobre 1987. Ce dernier qui était à son deuxième jour d'audition est revenu sur le rôle qu'a joué le clan Compaoré dans l'avènement du putsch qui a mis tragiquement un terme à la révolution sankariste et sur sa détention à la gendarmerie nationale. A l'entendre, la culpabilité de la garde de l'ex président, Blaise Compaoré, ne souffre d'ambiguité car les chefs militaires Hyacynthe Kafando et Gilbert Diendéré étaient des «monstres» auprès du numéro 2 de la révolution et l'ont conduit à l'assassinat de son ami Sankara. A la question du parquet de savoir pourquoi avait-il auparavant affirmé que Blaise Compaoré avait peur de sa garde, précisément de «ses monstres», Mousbila Sankara se défend. «Même votre institution (la justice) a eu peur au moment des faits, sinon pourquoi attendre 2015 pour procéder à l'ouverture d'une enquête concernant ce dossier?», a interrogé le témoin à l'endroit du tribunal. Évoquant le rôle du Général Gilbert Diendéré, bras droit de Compaoré dans le putsch de 1987, Mousbila s'est voulu très tranchant. «Je n'ai pas dit qu'il

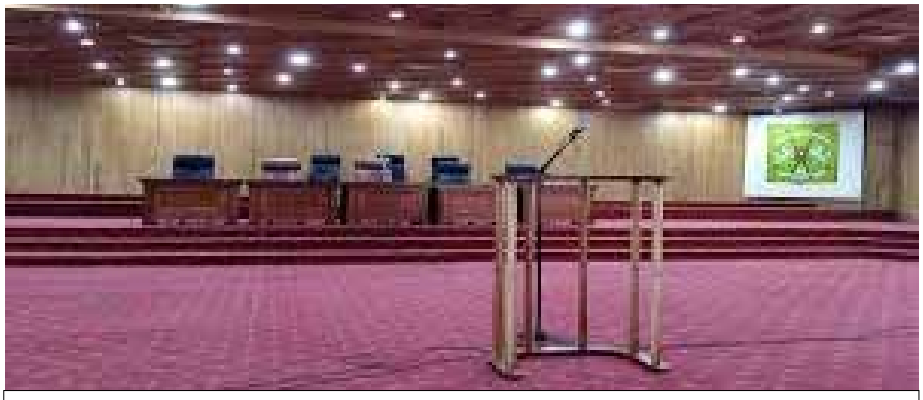
La suite à la page 18

La suite de la page 17

l'a commandité mais il l'a fait», a-t-il argué. Interrogé par le parquet sur les commanditaires de ce putsch, Mousbila parle à ce propos de «flou artistique» mais atteste cependant que ce sont les éléments du Centre National d'Entraînement Commandement (CNEC) de Pô, à l'époque, dirigés par Diendéré, qui sont passés à l'action. «Monsieur Mousbila Sankara, si c'est un flou artistique, pourquoi attribuez-vous alors la paternité du putsch à Diendéré?»,a lancé le procureur militaire à l'endroit du témoin à la barre. Il répond : «quand je vous parle de la peur que suscite Diendéré, vous devez en savoir quelque chose. Est ce que, pour composer votre tribunal au début du procès, c'était aisé pour vous d'avoir le nombre d'officiers nécessaire ?Tout ça, c'est par peur de représailles».

«J'ai été torturé à la gendarmerie», dixit **Mousbila Sankara**

À son retour au bercail en fin octobre 1987, le témoin affirme avoir été arrêté et torturé par la gendarmerie, commandée à l'époque par l'actuel Colonel-major, Jean Pierre Palm. Mais à la question du parquet de se renseigner si les tortures à lui



Les auditions des témoins se poursuivent avec le passage à la barre du tribunal militaire ce 1er décembre 2021 du professeur Balima

infligées étaient dictées par le sieur Palm, Mousbila Sankara indique que ce dernier le voyait croupir dans la douleur avec ses co-détenus mais sans rien faire pour les sauver. Maître Lallogo, avocat de la partie civile, a voulu, lui, en savoir plus sur l'état des relations entre la Libye de Kadhafi et le Burkina Faso de Sankara en 1987. Et le témoin de répondre qu'elles étaient «compliquées» car chacun des deux présidents tenait à la souveraineté de son pays. Entre temps l'avocat de la famille Sankara a voulu savoir si après le putsch le successeur de Sankara qui est Blaise Compaoré s'était rendu en Libye pour rencontrer Kadhafi. A cette interrogation, Mousbila Sankara a brandi la carte de la confidentialité qui entoure selon lui les relations diplomatiques. Cette attitude a semblé provoquer le courroux du président du tribunal qui a promis traquer désormais tous ceux qui font de la rétention d'informations. «Il va falloir qu'on commence à poursuivre ces personnes qui donnent l'impression aux Burkinabè qu'ils savent tout mais une fois devant le tribunal se jouent les Alzheimer», a-t-il martelé. La séance est suspendue vers 10h 45 minutes pour reprendre sous le coup de 11 heures. A la reprise Mousbila a déclaré à la suite de sa détention être libéré par le front populaire au pouvoir de 1987 à 1991 par «magnanimité». A sa suite c'est au tour du sexagénaire, Fidèle Toé, ministre du travail sous la révolution, d'être appelé à la barre. Cet inspecteur du travail, actuellement à la retraite et proche du regretté capitaine Sankara, dit avoir fait la connaissance de ce dernier en 1962, à Bobo-Dioulasso au Lycée Ouezzin Coulibaly. Pour lui, difficile d'évoquer la date fatidique du 15 octobre 1987 sans parler de la veille 14

La suite à la page 19

La suite de la page 18

octobre 1987.

Fidèle Toé accuse, Jean Pierre Palm se défend

Selon ses dires, ce jour-ci, en conseil des ministres, Sankara a évoqué la création de la fameuse Force d'Intervention du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité (FIMATS), qui avait pour vocation, selon lui, d'assurer le service de maintien d'ordre. A la fin de ce conseil, poursuit Toé, le président Sankara les a rassurés que nonobstant les rumeurs, aucune tension n'existe entre les quatres chefs historiques de la révolution. Le lendemain 15 octobre 1987, il dit avoir entendu les coups de feu lorsqu'il se préparait à se rendre au lieu prévu pour l'hebdomadaire sport de masse. De cachette en cachette, il confie s'être exilé au Ghana et au Congo-Brazzaville avant de revenir au pays en 1994. Devant le juge d'instruction, Fidèle Toé avait affirmé que Jean Pierre Palm lui aurait soufflé que «ce sont les naïfs qui font les révolutions mais ce sont les opportunistes qui en profitent», propos que le témoin a réitéré à la barre. Mais pour l'accusé Palm appelé pour la confrontation, il dit ne pas se souvenir avoir tenu de tels propos. L'officier de gendarmerie nie avoir des rapports particuliers avec Toé au point de lui faire ces genres de confidences. La séance du jour s'est achevée sur les questions des différentes parties à l'accusé et au témoin. Rendez-vous est pris demain pour l'audition du Professeur Serges Théophile Balima, 18ème sur les 111 prévus pour comparaître à ce procès.

Abdoul Karim TAPSOBA

Opération Goundalgou 4 Zone 2 : Une trentaine de terroristes neutralisés dans les cascades et le Sud-OuestPalm



Le ministre de la Sécurité, Maxime Koné, a fait le bilan de l'opération Goundalgou 4 Zone 2, lancée à Bobo Dioulasso le 21 novembre 2021. Une trentaine de terroristes ont été tués et 7 véhicules saisis.

L'opération Goundalgou 4 Zone 2 dont il a été question du bilan s'est déroulée du 21 au 27 novembre 2021 et a concerné la région du Sud-Ouest et celle des Cascades. Une opération conjointement menée par le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo avec 5728 hommes sur le terrain avec le gros de la troupe fournie par le Burkina à hauteur de 2050 éléments, selon Maxime Koné. Cette opération de 5 jours, côté Burkina, a concerné les régions des Cascades et du Sud-Ouest, a mobilisé 881 engins roulants et a permis d'interpeller une quarantaine de suspects, de neutraliser lors des affrontements une trentaine de terroristes dont beaucoup étaient fichés et recherchés, de détruire 5 bases terroristes, de saisir 7 véhicules et bien d'autres matériels, à entendre le ministre Koné.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Un contingent de 150 soldats néerlandais en exercice d'entrainement au Rwanda



De sources concordantes, citées par l'Agence Anadolu, ont relevé qu' un contingent de 150 soldats, du 44ème Bataillon d'infanterie mécanisée du Royaume des Pays-Bas, est arrivé au Rwanda pour un exercice d'entraînement. Selon le colonel Ronald Rwivanga, porte-parole des Forces de défense du Rwanda, cet entraînement s'inscrit dans le cadre du *«renforcement de la coopération militaire entre le Rwanda et le Royaume des Pays-Bas»*. Ces militaires néerlandais, arrivés dimanche dernier sur le sol rwandais, séjourneront *«pendant trois semaines au Centre d'entraînement au combat de l'armée rwandaise (RDF) à Gabiro à l'est du Rwanda»*, a précisé notre source.

Kenya : Les forces de sécurité déjouent un complot visant des Israéliens



Un récent rapport des forces de sécurité kényanes a fait état des liens d'un citoyen iranien avec des activités terroristes au Kenya et dans les pays voisins, selon The Star. Cet homme du nom de Mohammed Saied Golabi, serait au cœur de plans terroristes visant à la fois les intérêts locaux et israéliens dans le pays d'Afrique de l'Est. «*Nous l'avons surveillé étroitement ainsi que ses contacts, et nous avons suffisamment de raisons de croire qu'il a travaillé avec des groupes terroristes*», a déclaré un haut responsable de l'Unité de police antiterroriste du Kenya, cité par notre source.

Le grec Depa intéressé par le GNL d'Égypte



Dans un communiqué publié le lundi 29 novembre 2021, le groupe gazier public grec a déclaré que « *la coopération stratégique entre la Grèce et l'Egypte crée des opportunités pour des accords spécialisés entre Depa Trading et Egas, la compagnie gazière d'Etat égyptienne* », selon Financial Afrik. Un tel accord participe « *à l'ambition de la Grèce de devenir un centre énergétique pour le sud-est de la Méditerranée* ». Les ministres de l'Energie des deux pays avaient signé un protocole d'accord le 25 novembre dernier au Caire, allant dans le sens d'élargir la coopération bilatérale entre la Grèce et l'Égypte.

Nigeria : 11 personnes tués dans l'attaque d'une prison



Selon RTBF, au moins 11 personnes ont été tuées et plus de 250 détenus se sont évadés, lors de l'attaque menée le 28 novembre 2021 par des hommes armés, dans une prison du centre du pays. Cette évasion massive de détenus est la dernière d'une longue série dans le pays le plus peuplé d'Afrique, où les prisons sont souvent surpeuplées et gardées par des membres des forces de sécurité débordées. Au moment de l›attaque, selon notre source, la prison abritait 1.060 détenus.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Nigeria : Obasanjo exhorte à accélérer le développement de projets d'énergies renouvelables



Au Nigeria, près de la moitié de la population n'a pas accès à l'électricité et le reste subit des délestages fréquents, a rapporté l'Agence Ecofin. L'augmentation des capacités de production d'énergies renouvelables peut être une solution, car le potentiel du pays pour le solaire et l'éolien est considérable. Selon Olusegun Obasanjo, ancien président du Nigeria, cité par notre source, la première économie du continent africain peut assurer son autosuffisance énergétique à partir de ressources renouvelables.

Le Maroc disposé à favoriser une reprise des négociations entre Israël et Palestine



Le Roi du Maroc, Mohammed VI, a indiqué, le lundi 29 novembre 2021, son souhait à "mettre à profit" ses liens avec toutes les parties du conflit israelo-palestinien, pour favoriser la reprise du processus de paix, a rapporté Le Monde. Le Maroc a rétabli des relations avec Israël il y a un an dans le cadre des Accords d'Abraham, processus de normalisation entre l'Etat hébreu et des pays arabes soutenu par l'administration américaine, a pércisé notre source.

Botswana : L'homosexualité est dépénalisé



La justice du Botswana a maintenu, lundi dernier, en appel sa décision de décriminaliser l'homosexualité, rejetant un recours déposé par le gouvernement conservateur du pays enclavé d'Afrique australe, a rapporté VOA Africa. En 2016, le tribunal de Gaborone, capitale du Botswana, avait ordonné que les lois punissant les relations entre personnes de même sexe soit amendées, les qualifiant de «*reliques de l'ère (britannique) victorienne*» qui «*oppressent une minorité*», a ajouté notre source. Le jugement a été salué comme "historique" au niveau international.

Au Rwanda, 30 rhinocéros blancs du Sud débarquent d'un Boeing 747



Des responsables du parc national de l'Akagera ont annoncé, le lundi 29 novembre 2021, que trente rhinocéros blancs du Sud, en provenance d'Afrique du Sud, ont été introduits au Rwanda. Trente rhinocéros blancs du Sud ont eu droit à une virée particulière de quelque 3 400 km. «*Ce projet a demandé une précaution extrême et beaucoup de travail. Il fallait que les 30 rhinos arrivent en sécurité et en bonne santé*», a déclaré, lors d'une conférence de presse, Peter Fearnhead, le directeur général de l'ONG African Parks, cogestionnaire avec les autorités rwandaises de l'Akagera. Le rhinocéros blanc du Sud, l'une des deux sous-espèces de rhinocéros blanc, est aujourd'hui considéré comme menacé de disparition, avec environ 20 000 individus, selon le Fonds mondial pour la nature.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Zimbabwe : Le gouvernement veut appliquer une taxe de 50$ sur les téléphones importés



Le gouvernement de la République du Zimbabwe veut imposer une taxe supplémentaire de 50$ dans le segment de la téléphonie mobile importée, a rapporté l'Agence ecofin. Devant, les députés, le ministre des Finances et du Développement économique, Mthuli Ncube, cité par notre source, a expliqué « *que les téléphones portables importés attirent des droits de douane modestes de 25 %, les fonds réalisés indiquent cependant une évasion des droits de douane en raison de la nature des articles qui peuvent être facilement dissimulés* ». C'est pour combattre cette évasion fiscale qu'il propose « *d'introduire une taxe de 50 $ qui sera collectée avant l'enregistrement de nouveaux combinés cellulaires par les fournisseurs de réseaux mobiles* », a précisé ecofin.

RDC : Au moins 20 personnes tuées dans l'attaque d'un camp de déplacés



Au moins 20 personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées, lors d'un raid contre un camp de déplacés internes en République démocratique du Congo (RDC), ont annoncé à Xinhua, lundi 29 novembre 2021, des humanitaires de l'ONU. Selon le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), l'attaque commise près de Drodro, dans le territoire de Djugu, en Ituri, était le quatrième raid visant des déplacés internes dans la province, depuis le 19 novembre dernier. Cette nouvelle attaque, qui a eu lieu dimanche 28 novembre 2021, reflète une tendance inquiétante en termes de manque de protection des civils et d'accès humanitaire, a indiqué, dans un communiqué, l'OCHA, selon notre source.

L'AMISOM remet du matériel de sécurité électorale à la police somalienne



La Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) a remis, dimanche 28 novembre 2021, un soutien logistique à la Force de police somalienne (SPF), pour aider à renforcer et à améliorer la sécurité dans les bureaux de vote pendant les élections, a rapporté hiiraan. com. Les articles, comprenant principalement des matériaux de construction, comme des tôles de fer, des clous, du bois, du contreplaqué et des sacs Hesco, donnés par le Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (UNSOS), seront utilisés pour ériger et renforcer les barrières de défense autour des bureaux de vote dans la région de Banadir, pour protéger l'exercice de vote de toute perturbation, a précisé notre source.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Libye: L'ONU s'inquiète face aux menaces pesant sur le processus électoral



La Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL) a exprimé, lundi 29 novembre 2021 , sa «*profonde inquiétude face aux rapports successifs d'intimidation et de menaces à l'encontre des juges et des fonctionnaires de l'appareil judiciaire, notamment ceux qui traitent les recours liés aux élections*». La milice du chef de guerre libyen Khalifa Haftar a assiégé, lundi dernier, la Cour d'appel de Sabha, dans le sud de la Libye, à l'approche d'une audience consacrée au recours de Seif al-Islam Kadhafi contre la décision de l'exclure des élections présidentielles du pays, ont rapporté des médias locaux, cités par l'Agence Anadolu.

La Tanzanie va acquérir un avion de pulvérisation pour lutter contre les invasions de criquets



Le gouvernement tanzanien a mis de côté 3 milliards de shillingstanzaniens(environ1,3 million de dollars américains) pour l'achat d'un avion de pulvérisation pour lutter contre les invasions de criquets, a déclaré, dimanche dernier, le ministre de l'Agriculture, Adolf Mkenda, selon hiiraan. com. Le gouvernement a décidé d'acheter l'avion de pulvérisation pour lutter contre les criquets qui envahissent le pays, a-t-il indiqué. L'achat de l'avion de pulvérisation ira de pair avec le renforcement de l'unité de pulvérisation aérienne agricole, a poursuivi Adolf Mkenda, selon notre source.

Ghana : Omicron fera baisser les prix du carburant en décembre



Les prix du carburant devraient baisser de trois à cinq pour cent en décembre, selon l'Institute for Energy Security (IES). L'IES avait précédemment prévu que le prix du pétrole atteindrait 7,0 GHS le litre d'ici la fin de l'année, anticipant une augmentation de la demande en hiver, associée à une offre mondiale faible déclencherait une augmentation. Cependant, dans une interview avec l'agence de presse du Ghana, Fritz Moses, analyste de recherche à l'IES, a déclaré que l'épidémie de la nouvelle variante Omicron de COVID-19 avait entraîné une baisse de la demande en Europe, entraînant une baisse du prix du carburant sur le marché mondial.

Covid : Un cas positif au variant Omicron identifié à La Réunion

Un cas positif au variant Omicron a été identifié à La Réunion, a annoncé, le mardi 30 novembre 2021, le docteur Patrick Mavingui. L' information a été confirmée dans la matinée par les autorités. Il s›agit du premier cas officiel en France. La personne testée positive est un homme de 53 ans qui a voyagé en Afrique australe et qui a fait escale à Maurice avant de revenir à La Réunion, d'après la préfecture. Le docteur Patrick Mavingui a lui précisé que la personne avait voyagé au Mozambique et en Afrique du Sud.



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

La BAD accorde à la Centrafrique un don de 254 millions d'euros



Le gouvernement centrafricain et la Banque Africaine de Développement (BAD) ont signé, lundi 29 novembre 2021 à Bangui, un protocole d'accord de don d'un montant de 167 milliards de FCFA (environs 254 millions d'euros). Cela entre dans le cadre du projet de développement du corridor de transport multimodal Pointe Noire-Brazzaville-Bangui-N'djamen, a révèle l'Agence Anadolu. Ce projet de financement est « *un intégrateur qui va largement contribuer au désenclavement de la RCA* », a souligné la présidence centrafricaine, dans un communiqué. Le directeur général Afrique Centrale de la BAD, Serge N'Guessan, cité par notre source, a affirmé que ce projet aura un impact direct sur 120 000 personnes.

Bénin: l'homme d'affaires burkinabé Salif Ouedraogo déposé en prison



Présenté au Procureur spécial de la Criet ce lundi, l'homme d'affaires burkinabè Salif Ouedraogo (photo) a été déposé en prison. Il avait été arrêté à l'aéroport de Cotonou le lundi 22 novembre, après avoir ignoré les convocations de la police, rapporte Frissons radio. Le mis en cause est bien connu des milieux d'affaires au Bénin et s'est établi à Cotonou depuis plusieurs années. Il est épinglé dans une affaire de vente d'intrants. Selon les premières informations rapportées sur le dossier, Salif Ouedraogo aurait promis de fournir des métriques d'urée perlée à une dame, contre une somme de 3 milliards de francs CFA. Après recpetion de la sommes il aurait tourné en rond sa cliente qui a décidé de porter plainte à la Criet.

Pas d'opérations conjointes Ouganda-RDC contre les ADF



Le gouvernement de la République démocratique du Congo a nié lundi avoir accepté de mener des opérations conjointes avec l'armée ougandaise pour traquer les rebelles islamistes accusés d'attentats-suicides à Kampala, insistant sur le fait que les deux pays ne faisaient que partager des renseignements, a rapporté Voa Afrique. Pourtant, le ministre ougandais des Affaires étrangères, Henry Okello Oryem a déclaré que son pays avait le droit de poursuivre les ADF au Congo, où la milice est basée depuis deux décennies, selon notre source. L'État islamique a déclaré que sa filiale locale, connue sous le nom de Forces démocratiques alliées (ADF), était à l'origine de l'attentat du 16 novembre dernier qui a fait des morts et des blessés.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

Niger: le président Bazoum limoge son ministre de l'Intérieur



Le président nigérien Mohamed Bazoum a procédé au changement de son ministre de l'Intérieur, deux jours après une manifestation contre le passage d'un convoi militaire français à Téra (ouest) qui a fait deux morts, selon un communiqué lu lundi à la radio publique, rapporté par TV5 Monde. Le communiqué ne précise pas les raisons de ce changement qui, selon un officiel nigérien interrogé par l'AFP, «était prévu bien avant les événements de Téra». L'actuel ministre de l'Intérieur, Alkache Alhada (photo), en poste depuis avril et qui devient ministre du Commerce, est remplacé par Hamadou Adamou Souley, jusqu'ici ministre de l'Equipement.

L'Italie salue le rôle de l'Algérie dans la sécurité et la stabilité de la région



L'ambassadeur de la République d'Italie à Alger, Giovanni Pugliese (image) a indiqué, lundi, que son pays saluait le rôle de l'Algérie en matière d'appui à la sécurité et la stabilité dans la région, mettant en avant «les relations amicales solides» et «le partenariat stratégique» existant entre les deux pays. Il a été reçu par le président de la commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté, Mohamed Hani. «Les deux parties ont évoqué les voies et moyens de renforcement de la coopération bilatérale, à travers l'activation des canaux diplomatiques parlementaires dont les groupes d'amitié qui contribuent grandement à la promotion de la coopération bilatérale et la diversification de ses domaines», a précisé un communiqué de l'Assemblée populaire nationale.

Sao Tomé et Principé : le gouvernement étudie une nouvelle stratégie de prévention pour la nouvelle variante du coronavirus, Omicron



Le gouvernement de São Tomé étudie une nouvelle stratégie de prévention et de protection contre le Covid-19, face à la nouvelle variante, l'Omicron, et appelle la population à adhérer au vaccin contre la maladie. Selon le ministre de la Santé Edgar Neves, le gouvernement a décidé lundi dernier, de convoquer le comité de coordination de la lutte contre le covid-19 en présence du représentant de l'OMS, après avoir analysé les pistes possibles pour éviter la contamination, avec la nouvelle variante , Omicron.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
redaction@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com
Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/ P.F
Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20
Une vente en ligne
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info
Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MON KIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE


Le Quotidien Numérique
d'Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
A Seulement
59 000 FCFA TTC
http://quotidiennum
Contacts : +226 64 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info